

Le Président

Paris, le 26 juillet 2017

**Organisation de la discussion, en commission élargie, de la seconde partie du projet de loi de finances
(crédits des différentes missions)****1. Réunions de commissions élargies**

La discussion en commission de la seconde partie de la loi de finances s'organise sous la forme de **25 réunions dites de commission élargie** (liste en annexe) réunissant la commission des finances et les commissions pour avis, au cours desquelles les crédits des différentes missions budgétaires sont examinés en présence du ministre compétent.

Ces réunions se dérouleront sur **trois semaines entre la dernière semaine d'octobre et les deux premières semaines de novembre** selon un calendrier qui sera arrêté par la Conférence des Présidents au mois de septembre. Elles se tiendront **salle Lamartine**.

La Conférence des Présidents du mardi 26 juillet qui a arrêté les modalités d'organisation de la discussion budgétaire a aussi **acté un certain nombre de modifications relatives au déroulement des commissions élargies** afin d'organiser une véritable séance de questions à un ministre, qui permette à chacun des groupes, par une alternance rapide de questions-réponses, de disposer d'un temps suffisant et de garantir que chacune des questions ait sa réponse.

Organisation de la discussion en commission élargie pour le PLF pour 2018

- Intervention liminaire du ministre limitée à 10 minutes ;
 - Intervention des rapporteurs spéciaux et pour avis, pour 5 mn chacun ;
 - Réponses du ministre ;
 - Séquence de questions/réponses alternées en commençant par les orateurs des groupes.
- (2 minutes pour la question et 2 minutes pour la réponse).

L'intervention des rapporteurs comportant également une ou plusieurs questions au ministre, je les invite à se coordonner pour éviter les répétitions dans les sujets abordés.

2. Vote sur les crédits et les amendements

La réunion de la commission élargie est suivie immédiatement, et sur place, des réunions de chacune des commissions concernées qui examinent les amendements dont elles sont saisies et se prononcent sur les crédits.

LISTE DES DISCUSSIONS BUDGÉTAIRES – PLF 2018

Intitulé des discussions budgétaires	Intitulé des discussions budgétaires
1) Action extérieure de l'État	17) Médias, livre et industries culturelles ; compte spécial : Avances à l'audiovisuel public
2) Administration générale et territoriale de l'État	18) Outre-mer
3) Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales ; compte spécial : Développement agricole et rural	19) Recherche et enseignement supérieur
4) Aide publique au développement ; compte spécial : Prêts à des États étrangers	20) Relations avec les collectivités territoriales ; compte spécial : Avances aux collectivités territoriales
5) Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	21) Santé
6) Cohésion du territoire	22) Sécurités ; compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers
7) Conseil et contrôle de l'Etat ; Pouvoirs publics ; Direction de l'action du Gouvernement ; Investissements d'avenir ; budget annexe : Publications officielles et information administrative	23) Solidarité, insertion et égalité des chances
8) Culture	24) Sport, jeunesse et vie associative
9) Défense	25) Travail et emploi ; compte spécial : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage
10) Écologie, développement et mobilité durables ; budget annexe : Contrôle et exploitation aériens ; comptes spéciaux : Aides à l'acquisition de véhicules propres ; Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale ; Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ; Transition énergétique	
11) Économie ; comptes spéciaux : Accords monétaires internationaux ; Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	
12) Engagements financiers de l'État ; Remboursements et dégrèvements ; comptes spéciaux : Participation de la France au désendettement de la Grèce ; Participations financières de l'État ; Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	
13) Enseignement scolaire	
14) Gestion des finances publiques et des ressources humaines ; Crédits non répartis ; Régimes sociaux et de retraite ; comptes spéciaux : Gestion du patrimoine immobilier de l'État ; Pensions	
15) Immigration, asile et intégration	
16) Justice	

